

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY

Lyon – Samedi 17 mars 2012

Merci.

Merci de votre soutien.

Merci de votre présence, de votre amitié.

Mes chers amis, le général de Gaulle a voulu que le président de la République soit élu directement par le peuple français. Il a voulu que ce soit les Français qui choisissent librement celui auquel ils voulaient confier la responsabilité de conduire le pays.

Il a voulu, le général de Gaulle, que celui qui aspire à devenir président de la République aille à la rencontre des Français, libéré de toute attache partisane, disponible pour aller vers tous, même vers ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Il a voulu, le général de Gaulle, que cette élection présidentielle soit une épreuve, une épreuve de vérité, de vérité politique et de vérité humaine. Il a voulu que rien ne puisse être dissimulé, caché, masqué. Et ce, dans le seul but que les Français puissent choisir en toute liberté, en toute connaissance de cause.

Dans une campagne présidentielle, mes chers amis, on n'a pas le droit de mentir. On ne peut pas dissimuler dans une campagne présidentielle ; on ne peut pas dissimuler qui l'on est et ce que l'on veut.

On ne peut pas, lorsque l'on va à la rencontre des Français, leur cacher ce que l'on veut faire.

On ne peut pas cacher quel Président on sera.

On ne peut pas indéfiniment quand on est candidat à l'élection présidentielle ne parler de rien, ne s'engager sur rien.

On ne peut pas sans arrêt fuir, fuir, fuir la discussion, fuir le débat, fuir la confrontation, maquiller les enjeux.

Les Français veulent savoir ; les Français ont le droit de savoir.

On ne respecte pas les Français quand, pour esquiver le débat, on dit tous les jours le contraire de ce qu'on a dit la veille.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

On ne respecte pas les Français quand on ne dit pas la même chose selon l'auditoire auquel on s'adresse.

Et je le dis parce que je le pense : Monsieur HOLLANDE ne respecte pas les Français. Quand on est libéral à Londres et socialiste à Paris, où est la vérité ?

On ne respecte pas les Français quand un jour on dit que l'on va supprimer le quotient familial, le lendemain, que l'on ne va surtout pas le supprimer mais le modifier et le surlendemain, qu'au fond on n'a pas changé d'avis.

La politique familiale, la politique familiale est un sujet fondamental et le quotient familial est le cœur de notre politique familiale. Détruire la politique familiale, c'est prendre une lourde responsabilité. Le cacher aux Français, c'est leur mentir et c'est trahir leur confiance.

On ne respecte pas les Français quand, au bout de quelques semaines, à force de dire tout et n'importe quoi, plus personne ne comprend le sort que l'on réserve à la réforme des retraites. Un jour, on fait croire que tout le monde va pouvoir partir à la retraite à 60 ans ; le lendemain, on explique que ce sera possible seulement pour ceux qui ont commencé à travailler très jeunes, oubliant de dire que c'est déjà le cas pour tous ceux qui ont commencé à travailler avant 18 ans.

Plus personne n'y comprend rien.

Personne, absolument personne n'est capable d'expliquer ce qui est proposé et encore moins ce que cela va coûter.

Jouer avec les retraites des Français est irresponsable.

La retraite des Français, cela représente les moyens de subsistance de 15 millions de retraités. Leur cacher la vérité, ce n'est pas respecter les Français qui ont travaillé toute leur vie et qui méritent mieux au moment de leur retraite.

La réforme des retraites, c'est 21 milliards de recettes supplémentaires pour assurer l'équilibre en 2017. C'est l'assurance que les retraites seront payées et qu'elles seront revalorisées pour tenir compte de l'inflation.

Si l'on revient sur cette réforme où trouvera-t-on cet argent ? Alors qu'il ait le courage de dire ! Va-t-on baisser les retraites ? Va-t-on augmenter les cotisations et donc détruire l'emploi ? A moins que la solution, c'est d'augmenter les impôts et réduire le pouvoir d'achat. Quand on prépare cela, on l'assume. On dit aux Français : je souhaite être votre président de la République, voilà ce que je ferai. On ne ment pas aux Français. Quand on ment aux Français, on ne respecte pas la France et les Français.

On ne respecte pas les Français, on ne respecte pas les Français quand, un jour, on leur dit que l'on

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

va taxer les revenus à 75 % mais le lendemain, le lendemain, on leur précise que cela ne rapportera pas un centime au budget de l'État. Ce qui veut dire que ceux qu'on a visés hier ne payeront pas un centime le lendemain, qu'on le sait et qu'on l'assume. Quand on fait cela, on est un cynique.

Proposer un impôt dont on prévoit que personne ne le payera, ce n'est pas prendre une mesure de justice, c'est se moquer du monde. C'est envoyer au talent, à la jeunesse, à ceux qui ont envie de créer, à ceux qui ont envie d'entreprendre un message désastreux qui est le contraire de l'intérêt de la France.

Et que dire lorsque le surlendemain, on annonce que ces 75 %, après y avoir bien réfléchi, seront finalement temporaires mais le jour suivant, ça avait encore changé parce que, le jour suivant, on annonçait que l'on allait rétablir un bouclier fiscal que l'on n'a pas cessé de dénoncer pendant les cinq dernières années. Voilà la vérité.

La vérité, c'est qu'on n'a pas le droit de jouer, on n'a pas le droit de jouer avec l'aspiration des Français à la justice.

On ne fait pas croire aux Français que l'on va taxer les riches pour cacher la seule vérité, c'est que l'on veut faire payer tous ceux qui ne sont pas riches. Voilà la stratégie qui est proposée.

On ne respecte pas les Français quand on leur dit un jour que l'on est pour la légalisation de l'euthanasie et le lendemain, on leur dit que l'on est subitement devenu contre.

On ne joue pas avec des ces sujets aussi cruciaux et aussi douloureux pour les familles qui vivent ces drames, qui méritent également d'être respectés.

On ne respecte pas les Français quand on leur dit un jour que l'on veut combattre les voyous et que, le lendemain, on annonce que l'on va abolir les lois sur la récidive, détruire les peines plancher et qu'on affirme qu'il ne faut absolument rien toucher à la justice des mineurs comme si, depuis 1945, la délinquance des mineurs était restée la même, comme s'il n'y avait aucun problème avec la délinquance des mineurs.

On ne joue pas avec la sécurité des Français.

On ne respecte pas les Français quand, un jour, on leur dit qu'on veut lutter contre l'immigration clandestine, que, le lendemain, on déclare qu'on va régulariser massivement les clandestins et le surlendemain qu'on les régularisera au cas par cas et, le jour suivant, qu'au fond après y avoir bien réfléchi, on ne changera pas les règles actuelles. Voilà la campagne basée sur le mensonge.

Je vous le dis : on n'a pas le droit, on n'a pas le droit, on n'a pas le droit de parler avec autant de désinvolture – car c'est de la désinvolture – d'un problème aussi grave qui est lié à tant de souffrances, qui met en jeu des vies humaines que des trafiquants sans scrupules n'hésitent pas à risquer.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

On ne respecte pas les Français quand, un jour, pour conclure un accord électoral misérable, on annonce la fermeture de 24 centrales nucléaires et le lendemain, on proclame qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter parce que dans les 5 années qui viennent on n'en fermera qu'une. Voilà le mensonge démasqué !

On n'a pas le droit de jouer avec l'avenir du nucléaire qui est la clé de notre indépendance énergétique.

On n'a pas le droit de jouer avec la vie des ouvriers du nucléaire qui font leur métier avec compétence, avec rigueur, avec dévouement.

Que répond le candidat du Parti socialiste à l'ouvrier de Fessenheim qui crie : « vous nous avez vendus honteusement » ?

On ne respecte pas les Français quand on leur dit le matin que l'on réduira la dette, le soir que l'on ne va faire aucune économie et, le lendemain après y avoir réfléchi qu'au final, on va dépenser davantage.

On ne respecte pas les fonctionnaires quand on leur fait croire que l'on peut avoir plus de fonctionnaires mieux payés, quand, un jour, on leur dit que l'on va embaucher 60 000 fonctionnaires de plus et, le lendemain, qu'on les trouvera par redéploiement et, le surlendemain qu'au final après y avoir réfléchi, l'on va continuer à réduire le nombre de fonctionnaires. On se moque des fonctionnaires !

Au final, on ne respecte pas les Français quand on cherche par tous les moyens à éviter le débat, quand on pratique le double, le triple, le quadruple langage pour éviter de répondre à la moindre question et d'assumer la moindre responsabilité.

Alors, il est vrai que du débat pourrait jaillir la vérité et lorsque l'on construit toute sa campagne sur le mensonge, sur l'esquive, sur l'ambiguïté, on ne veut surtout pas prendre le risque de la vérité.

Parce que dans le débat, on pourrait voir surgir la vérité sur les crises d'une importance invraisemblable, inimaginable que la France a connues depuis 4 ans.

Dans le débat, on pourrait voir apparaître la vérité sur la gravité de ces crises, sur les ravages qu'elles ont faits dans tous les pays et se rendre compte que la France a tenu, qu'elle a résisté mieux que les autres, que la France a été protégée malgré la violence de la crise.

Dans le débat, les Français pourraient se rendre compte de ce qui s'est passé ailleurs. Qu'est-ce qui s'est passé ailleurs ? La baisse des salaires. Nous l'avons refusée en France. La baisse des traitements des fonctionnaires, nous l'avons refusée en France. La baisse des retraites, nous l'avons évitée à la France. Voilà la vérité telle qu'elle est sur les quatre années qui se sont déroulées.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Oui avec la vérité et avec le débat, les Français vont comprendre que ce n'est pas le moment de rêver mais le moment d'agir pour ne pas tout perdre parce que voilà la situation dans laquelle se trouvent le monde, l'Europe et la France.

Nos adversaires ne veulent pas discuter.

Ils ne veulent pas du débat parce qu'ils ne veulent pas que cette campagne présidentielle soit ce qu'elle doit être, une épreuve de vérité.

Ils pensaient que tout était joué.

Ils pensaient que tout était décidé.

Ils pensaient qu'il leur suffirait de nous caricaturer.

Ils pensaient qu'il leur suffirait de refaire le coup de l'ombre et de la lumière comme en 1981.

Ils pensaient qu'il leur suffirait – c'était si simple – d'exploiter avec une bonne dose de démagogie et une bonne dose d'indécence les difficultés et les souffrances que les crises ont fait subir aux Français.

Mais ils se trompent parce que les Français ont du bon sens. La France, c'est un peuple libre, frondeur qui ne laisse personne décider à sa place. Voilà la vérité de cette campagne électorale. Et cette vérité, c'est vous qui êtes en train de la faire exploser.

Les Français ne veulent pas qu'on leur vole l'élection présidentielle.

Les Français veulent qu'on les respecte, qu'on leur parle.

La vérité est nécessaire pour que l'élection présidentielle ne soit pas un rendez-vous manqué.

On dit la vérité aux Français quand on leur dit que le niveau de vie des Français ne pourra être préservé que par le travail et par l'effort, que sans travail et sans efforts, il n'y a pas d'avenir pour la France.

On dit la vérité aux Français quand on leur dit que les choses ne peuvent pas continuer comme avant la crise, qu'il faut changer nos habitudes, nos comportements, certaines de nos façons de penser.

On ne dit pas la vérité quand on dit aux Français que tout peut continuer comme avant, que l'on pourrait continuer à s'endetter comme avant, que notre modèle social peut continuer comme avant sans réforme.

Quand l'espérance de vie s'allonge d'un trimestre par an, on ne peut pas garder la retraite à 60 ans.

C'est la vérité ! Il n'y en a pas d'autre.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Quand le coût du travail devient un handicap dans la concurrence entre pays, on ne peut plus financer toute la protection sociale en taxant seulement le travail.

Voilà la vérité !

On ment aux Français si on ne leur dit pas qu'il y a un effort à faire pour réduire la dépense publique, parce que s'il n'y a pas de réduction de la dépense publique, il n'y aura pas de retour de la confiance, il n'y aura pas de retour de la croissance.

Si l'on prend prétexte de la croissance qui reviendra bien un jour pour ne jamais dire « non » à aucune clientèle, à aucune demande, alors ce n'est pas la croissance qui nous attend. C'est la faillite !

Voilà ce qui sera le résultat d'un pouvoir politique incapable de dire « non ».

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que notre protection sociale ne peut plus supporter une immigration incontrôlée parce que nous n'avons plus les moyens de la financer.

La poche des Français n'est pas inépuisable. C'est une vérité que les socialistes n'ont jamais comprise. On ne peut pas demander aux Français toujours plus de sacrifices et accueillir toujours plus d'ayant-droits. Ce n'est pas qu'un problème financier. C'est un problème moral au regard de la République et de la Nation.

Je n'aime pas le discours de haine, le discours de rejet de l'autre, le discours de l'exclusion de tous ces extrémistes qui ne proposent rien que d'attiser la colère, que d'attiser la haine. Et je sais, d'expérience, que la France est grande lorsqu'elle est ouverte mais si nous ne maîtrisons pas les flux migratoires, c'est la solidarité nationale qui sera compromise pour ceux de nos compatriotes qui en ont le plus besoin, les plus faibles, les plus vulnérables, les plus marqués par les accidents de la vie.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que notre modèle républicain doit être défendu, que la laïcité doit être défendue et que la République est un combat de tous les jours – j'allais dire un combat de chaque minute – contre le communautarisme dont nous ne voulons à aucun prix sur le territoire de la République française.

On ne dit pas la vérité aux Français lorsque l'on affirme que le risque du communautarisme n'existe pas, on ne voit pas la vérité quand on dit qu'il n'y a pas de dérives, quand on affirme qu'il n'y a pas de pressions communautaires et que notre modèle républicain n'est pas menacé.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que le droit de vote accordé aux étrangers est un encouragement au vote communautaire et au chantage communautaire.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que dans nos piscines, nous voulons les mêmes horaires

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

pour les femmes et pour les hommes. Dans nos cantines, nous voulons les mêmes menus pour les mêmes enfants de la République. Dans nos hôpitaux, nous voulons les mêmes médecins pour les femmes et pour les hommes et dans la rue, nous ne voulons pas la burqa pour que les femmes et les hommes soient traités à égalité.

Je voudrais d'ailleurs dire aussi que lorsque l'on postule à la magistrature suprême et que sur un sujet aussi important pour la République que l'interdiction de la burqa, on ne prend même pas part au vote, cela s'appelle un abandon du champ de bataille républicain. A moins que ce jour-là, il avait quelque chose de plus important à faire mais pour nous, l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est le fondement du pacte républicain.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que lorsque, au nom du regroupement familial, on fait venir une mère de famille qui ne parle pas un mot de français, on prend le risque qu'elle soit isolée, cloîtrée chez elle, coupée de son voisinage, de la scolarité de ses enfants. Ce n'est pas l'idée que je me fais de l'émancipation de la femme. Ce n'est l'idée que je me fais de la liberté et de la dignité de la femme.

Ce n'est pas mon idée de la place de la femme dans la société. Pour être accueilli en France désormais, il faudra préalablement avoir pris la peine d'apprendre le français et de comprendre les valeurs de la République.

Dire la vérité aux Français, c'est de dire à ceux qui veulent venir en France, que pour vivre dans notre pays, il faut respecter les valeurs et les principes de la République, mais aussi les modes de vie, les mœurs, les traditions de notre pays. Ne pas le leur dire, c'est ne pas les respecter car c'est leur mentir.

Alors, dans cette campagne, il y a ceux qui ne veulent jamais fâcher personne, qui ne veulent jamais dire « non » à personne, qui ne parlent que des « droits » et encore des droits et toujours des droits et toujours les droits comme seul mot à la bouche et qui ne disent jamais que les droits sans les devoirs, ça n'existe pas.

Alors, celui qui bénéficie de la solidarité nationale a le devoir de faire un effort d'insertion. Je veux que le RSA soit assorti d'une activité d'intérêt général de 7 heures par semaine, conditionné par une évaluation réelle de l'effort d'insertion ; sinon, il sera supprimé des droits et des devoirs.

Je veux que le droit à la formation pour les chômeurs ait pour contrepartie le devoir d'accepter l'emploi qu'on vous propose, correspondant à la formation que l'on a financée avec les cotisations de ceux qui ont travaillé pour permettre cette solidarité nationale.

J'ai voulu que le droit à l'école que la République offre à toutes les familles ait pour contrepartie le devoir, le devoir d'être assidu à l'école. Aller à l'école est un droit mais aller à l'école, c'est une obligation pour les enfants sur le territoire de la République française. Eh bien, il est normal que les

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

familles qui ne respectent pas ce devoir soient sanctionnées par la suspension des allocations familiales jusqu'à ce que l'enfant retourne à l'école.

Des droits ; des devoirs !

On ne dit pas, on ne dit pas la vérité aux Français quand on réécrit sans arrêt notre histoire.

J'en ai assez, j'en ai assez d'entendre tout le temps des mensonges. J'en ai assez de cette pratique constante qui consiste à culpabiliser la France qui est le pays le plus généreux et le plus ouvert au monde.

J'en ai assez des donneurs de leçons qui ont commis tant de fautes qu'ils s'avèrent parfaitement incapables de les regarder en face.

J'en ai assez de recevoir de leur part des leçons de justice fiscale. Ce sont eux qui ont inventé en 1989 le principe du bouclier fiscal. Eux qui trouvent juste de faire payer le même impôt à un célibataire et à un couple avec trois enfants ; pour nous, il n'y a rien de plus injuste. Eux qui créent des impôts que personne ne paiera.

J'en ai assez de recevoir de leur part des leçons de politique industrielle. Ce sont eux qui ont saigné à blanc la sidérurgie dans les années 80. Eux qui ont liquidé Creusot Loire. Eux qui ont détruit la compétitivité de l'économie française avec les 35 heures. Ce ne sont pas eux qui vont donner des leçons.

J'en ai assez de recevoir des leçons sur la finance de la part de ceux qui depuis cinq ans n'ont jamais soutenu le combat de la France pour la moralisation du capitalisme financier.

J'en ai assez de recevoir des leçons de volontarisme économique de la part de ceux qui n'ont cessé de répéter quand ils étaient au pouvoir que l'État ne pouvait rien, que Vilvoorde, on n'y pouvait rien et que contre le chômage, il n'y avait plus rien à faire parce qu'ils pensaient qu'ils avaient tout essayé. Quand on a agi comme ça hier, on ne donne pas de leçons aujourd'hui, à personne !

Oui, mes chers amis, j'en ai assez, assez de recevoir des leçons de ceux qui ont laissé aux Français la facture de la retraite à 60 ans et des 35 heures.

Et je le dis ici à Lyon : j'en ai assez de recevoir des leçons sur les banlieues, les quartiers de la part de ceux qui ont abandonné nos quartiers et qui, pour avoir la paix, ont toléré la loi des bandes. C'est la vérité et tout le monde le sait.

Je ne veux pas recevoir de leçons de la part de ceux qui n'ont jamais rien fait pour ces quartiers et pour l'égalité de chances alors que nous avons investi 45 milliards dans la rénovation urbaine, que nous avons fait les zones franches urbaines, que nous avons fait les internats d'excellence et que les socialistes n'ont pas osé le faire parce que les syndicats de l'Éducation nationale affiliés au Parti

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

socialiste ne voulaient pas des internats d'excellence ! C'est la vérité ! Oui, c'est la vérité et tout le monde le sait. Et la campagne permet de faire éclater la vérité.

J'en ai assez, j'en ai assez des leçons de morale d'une gauche qui, au cours des 30 dernières années, a été à l'origine des plus grands scandales de la République, dont personne n'a oublié ... en mémoire URBA, les Bouches-du-Rhône, le Carrefour du Développement, les écoutes de l'Élysée. Franchement, quand on a un bilan pareil, on ne donne à personne des leçons de morale !

J'en ai assez de recevoir des leçons d'Europe de la part de ceux qui lorsqu'ils ont négocié le Traité de Maastricht n'en ont détecté aucune des imperfections, de la part de ceux qui ont laissé entrer la Grèce dans la zone Euro avec des chiffres faux, de la part de ceux qui n'ont pas voté le plan de sauvetage de la Grèce, qui n'ont pas voté le mécanisme européen de solidarité et qui ont tourné le dos à leur idéal européen pour des raisons de basse politique politicienne !

Ils ne veulent pas de débat, ils auront le débat ! Ils ne veulent pas de la campagne, ils auront la campagne ! Ils pensent que c'est joué d'avance, rien n'est joué d'avance ! Ils préfèrent se répartir les postes, mais ces postes, ils ne les ont pas ! Et qu'ils prennent bien garde, ils préfèrent la guerre des mots plutôt que celle des idées ! La guerre des mots, elle est belle la guerre des mots ! Ils veulent nous faire croire qu'en inscrivant la laïcité dans la Constitution, ils vont sauver la laïcité. Mais elle y est déjà la laïcité dans la Constitution et même à l'article 1^{er} et la laïcité c'est un combat de tous les jours.

Ils veulent nous faire croire qu'en effaçant le mot « race » de la Constitution, ils vont en finir avec le racisme.

Mais ici, ici... à Lyon, et dans ce département, le mot « race » a été écrit dans le préambule de 1946, ici, on comprend que ce mot a été écrit avec le sang, le sang des Français libres, le sang des Résistants, le sang des fusillés, le sang des déportés des camps d'extermination ! Avec leur sang, on a écrit le mot « race » dans le préambule de 1946 pour que nul n'oublie jamais les millions de victimes de la plus grande entreprise raciste que le monde ait connue. Je ne laisserai pas effacer ce mot d'un document qui est un document sacré dans l'histoire de France ! C'est une inconséquence, une inconséquence morale ! C'est une ignorance, une ignorance honteuse !

Alors voilà maintenant qu'ils me donnent du travail ! J'en avais à peine fini avec le mot « race » que voilà qu'arrive le mot « zone ». Voilà que le mot « zone » doit disparaître parce que le mot « zone » sonne mal ; parce qu'en faisant disparaître le mot, d'un coup de baguette magique, on va faire disparaître les difficultés qui se concentrent dans certains quartiers. Et allez donc ! On supprime les zones et il n'y a plus d'injustice, on supprime les zones et il n'y aura plus de ségrégation, plus de misère et plus de drogue !

Alors moi je fais une proposition : supprimons rapidement le mot « pauvreté » pour qu'il n'y ait plus de pauvres !

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Et demain, demain, je prometterai de supprimer le mot « chômage » pour qu'il n'y ait plus de chômeurs !

De qui se moque-t-on ?

A qui parle-t-on ? Ah oui ! Le problème, c'est qu'ils veulent nous faire croire qu'ils ont changé. Mais ils n'ont pas changé. Ils veulent nous faire croire que, contrairement à ce qu'ils ont fait dans le passé, cette fois-ci ils vont prendre en compte la réalité du monde. Mais ils pratiquent le même déni de la réalité.

Ils veulent nous faire croire que cette fois-ci, ils feront preuve de bon sens sur les questions économiques. Mais ils veulent bloquer les loyers. Ça n'a jamais marché. Ils veulent interdire les expulsions : ça a créé la plus grave crise du logement qu'on n'a jamais connue en 1954. C'est à partir du blocage du loyer et du refus des expulsions que l'Abbé PIERRE a lancé cet appel resté célèbre, parce que la crise de l'immobilier dans notre pays avait un niveau qu'on n'avait jamais connu.

Ils veulent bloquer le prix de l'essence. Ça va sûrement impressionner les pays producteurs. Ah ! Je l'attends : à quand l'interdiction des licenciements ? A quand l'interdiction des délocalisations ? Tout ceci serait risible si ça ne risquait pas d'avoir des conséquences dramatiques.

Ils veulent nous faire croire que cette fois-ci, ils vont s'occuper d'abord de la création de richesse avant de s'occuper de la redistribution. Si le parti socialiste gagnait les élections, souvenez-vous : en 1981, on s'est fait élire en dénonçant la rigueur et on a provoqué une telle catastrophe qu'on n'a eu comme choix que la super rigueur.

Souvenez-vous : des quantités de dépenses pour tenir toutes les promesses faites à toutes les clientèles, la compétitivité qui s'effondre, les déficits qui se creusent et à la sortie, la crise de confiance. Mais, cette fois-ci, la crise de confiance, elle n'attendrait pas deux ans. Elle arriverait beaucoup plus vite. Comme il y a trente ans, ce serait le pouvoir d'achat et l'emploi des Français qui en feraient les frais. Peut-être alors le gouvernement ferait-il, comme monsieur Fabius en 1982, une amnistie fiscale pour faire revenir les capitaux après avoir tout fait pour les faire partir ? Voilà le bilan du socialisme au gouvernement !

La différence avec 1981, c'est que le contexte est bien plus dangereux : la crise financière, la crise économique, la crise de l'Euro à peine calmée, les difficultés de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, la fébrilité des marchés, la défiance vis-à-vis des dettes souveraines. Aujourd'hui, mes chers amis, la moindre erreur, le moindre doute, et c'est l'engrenage fatal. Il n'y a pas de place pour les expérimentations économiques hasardeuses, pour les projets chimériques qui pourraient faire croire aux Français qu'ils pourront s'exonérer de tout effort et qu'ils pourraient ignorer tout ce qui se passe dans le monde.

Ils nous disent que cette fois-ci, ils ont compris que la sécurité était un sujet sérieux. Mais ils n'ont

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

pas changé. Ils ont toujours plus de prévenance pour le délinquant que pour la victime. Et toujours la même réticence à punir, à sanctionner. Mais comment éduquer si la faute n'est pas sanctionnée ? Comment éduquer si l'impunité est la règle ?

Comment cela se passerait-il ? Comme en 1997 ? Quand Monsieur JOSPIN disait : « il n'y a pas d'insécurité, il y a « un sentiment d'insécurité » ? A-t-on oublié le désastre qu'a provoqué cette philosophie : l'explosion de la délinquance, l'explosion de la violence et l'obstination dont nous avons dû faire preuve pour inverser la tendance. Depuis 2002, je l'affirme, comme ministre de l'Intérieur puis comme Président de la République, les socialistes n'ont jamais voté un seul de mes textes sur la sécurité, aucun budget, aucune loi et que dire des centres éducatifs fermés qu'ils proposent ? Ils auraient été mieux inspirés de voter pour quand je les ai moi-même proposés à la suite d'une initiative de Dominique PERBEN !

Comment cela se passerait-il ? Comme en 1981 ? Comme en 1988 ? Comme en 1997 ? Toutes les vannes ouvertes et après, il faudrait des années d'efforts pour reprendre le contrôle de la situation. On en connaît les conséquences : nous ne pouvons pas nous permettre une expérience de ce genre alors que la crise a rendu notre société plus fragile.

Ils nous disent que cette fois-ci, ce sera différent, qu'il n'y aura plus de confusion entre la politique et le syndicalisme, que l'intérêt général l'emportera sur le corporatisme. Ils n'ont pas changé. Ils confondent toujours le syndicalisme et la politique.

Je veux m'adresser aux ouvriers de la sidérurgie. Je veux dire aux ouvriers de la sidérurgie qui sont inquiets et qui souffrent : certains de vos syndicats vous trahissent. Ils préfèrent faire des coups politiques plutôt que de défendre vos emplois et vos usines. Certains permanents des syndicats vous sacrifient sur l'autel de la campagne présidentielle ; ce n'est pas leur rôle. Le dialogue social ne peut pas être fructueux si les syndicats font de la politique au lieu de faire du syndicalisme. Ma porte reste ouverte aux ouvriers, aux vrais ouvriers ; aux syndicalistes, aux vrais syndicalistes ; pas aux permanents qui veulent faire de la politique derrière le paravent du syndicalisme ! Je ne laisserai pas tomber, jamais tomber, la sidérurgie. Les engagements que j'ai obtenus, les investissements qui sont programmés, ce sont des faits. J'irai jusqu'au bout de ce dossier parce que je crois à l'avenir de la sidérurgie, parce que je crois à l'avenir de l'industrie. Et je ne confonds pas les ouvriers qui veulent sauver leurs emplois, qui ne demandent qu'à travailler, à vivre de leur travail, avec quelques permanents syndicalistes qui recourent à la violence à la grossièreté, à la brutalité pour peser sur les élections. Les Français ont vu des images, ont entendu des propos d'une extrême violence. Les casseurs n'auront jamais le dernier mot sur la République.

Alors mes chers amis, au final, moi je ne veux pas faire la guerre au dictionnaire, je veux faire la guerre à l'illettrisme, à la pauvreté, au chômage, aux concurrences déloyales, au communautarisme, à la délinquance, à l'injustice.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Mon projet pour les Français, c'est leur rendre la maîtrise, la maîtrise individuelle et collective de leur destin, le contrôle de leur vie, la possibilité de construire leur vie par le travail et par le mérite. Leur rendre le droit de vivre comme ils l'entendent. Leur rendre la parole.

Et si un accord n'est pas possible avec certaines organisations syndicales, eh bien je consulterai les Français par la voie du référendum pour qu'ils disent eux-mêmes ce qu'ils veulent, ce qu'ils souhaitent et quel est l'avis de la majorité silencieuse qui en a plus qu'assez qu'on parle en son nom !

Je poserai la question des frontières dans la mondialisation. Je veux que l'Europe redevienne une protection parce que si l'Europe ne protège plus, les Français se détacheront de l'Europe et tourneront le dos à la mondialisation.

A ceux qui me disent qu'on ne doit rien changer, je leur pose la question : considérez-vous comme normal que chaque fois qu'un gouvernement interroge un peuple sur l'Europe, il réponde « NON » ? Est-ce que ça ne vous interpelle pas ? Quel était l'idéal de ceux qui ont construit l'Europe ? C'est un idéal d'humanisme. Eh bien quand on a un idéal d'humanisme, on refuse de construire la seule Europe des consommateurs sur le dos des travailleurs ! Parce que le jour où il n'y a que des consommateurs et que les travailleurs ont perdu leur emploi, il n'y aura plus que des chômeurs ! C'est une trahison de l'idéal humaniste de l'Europe. Voilà ce que nous avons à dire aux Français !

Je veux sortir au final de l'affrontement manichéen entre le peuple de gauche et le peuple de droite ; ça n'a aucun sens.

Je ne vais pas à cette campagne pour parler aux électeurs de droite, aux électeurs de gauche, aux électeurs du centre, je veux parler au peuple de France dans toutes ses composantes ! Je ne veux réduire personne à sa seule proximité partisane ; je veux parler au nom de 65 millions de Français, angoissés par les délocalisations, qui croient à l'économie de marché, qui croient au libre-échange mais qui n'acceptent pas qu'on impose à nos chefs d'entreprise, à nos agriculteurs, à nos PME, des règles que l'on ne fait respecter à aucun autre dans le monde et qu'on continue à importer en Europe des produits fabriqués par des gens qui ne respectent aucune des règles que l'on impose à nos propres producteurs !

Je veux que des marchés publics soient réservés aux PME comme cela se passe aux États-Unis d'Amérique parce que c'est toujours la même chose : quand un marché public fait un appel d'offres, c'est toujours le plus grand qui gagne, avec les prix les plus bas ; et puis les petits disparaissent. Et quand il n'y a plus que le plus grand, on s'aperçoit tout d'un coup, que spontanément les prix augmentent. Voilà pourquoi nous voulons un « *Small Business Act* » pour défendre les PME en France et en Europe ! Et qu'on ne vienne pas me dire que c'est du protectionnisme ! La concurrence, oui ! Mais la concurrence loyale ! A armes égales. La concurrence, oui, mais nous refusons le dumping social, le dumping environnemental, le dumping monétaire. Nous voulons que nos entrepreneurs et nos agriculteurs puissent se battre, à armes égales avec les autres dans le monde et puisque l'Europe

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

a ouvert tous ses marchés publics en 1994, je pose la question : pourquoi en Asie, les marchés publics ne sont pas ouverts dans les mêmes conditions ? Pourquoi nous et pas les autres ?

Cela s'appelle l'exigence de la réciprocité. Mes chers amis, ce que je veux dire à la France, concerne tous les Français ; la solution ne se trouve pas dans les idéologies du 20e siècle !

Je vous demande de considérer que le vote que vous allez exprimer dans deux mois, ne doit pas se faire en fonction de vos habitudes, de ce que vous avez fait jusqu'à présent mais de la compréhension que vous avez d'un enjeu historique : la première véritable élection présidentielle du 21e siècle, avec un monde nouveau, avec une Europe nouvelle et une France qui doit être nouvelle ! Une France où il nous faut imaginer, inventer des solutions nouvelles, un nouveau contrat social, un nouveau modèle de croissance.

Un contrat social où dans l'entreprise, la loi ne prévoit pas forcément tout, où on se dirait qu'on peut faire confiance au dialogue entre les salariés et le chef d'entreprise pour trouver la meilleure solution, une société où le mot « responsabilité » aurait un sens !

Voilà mes chers amis ! Pendant quatre ans, la France a tenu. La France a essayé de porter un message au monde entier en Géorgie, en Côte-d'Ivoire, en Libye, face à la crise grecque, face à la crise de l'euro.

Je n'ai qu'une seule obsession : construire une France forte.

Parce que le destin de chacune de vos familles dépend du destin de votre pays, qu'il n'y a pas opposition entre votre famille et votre pays. Si votre pays est fort, votre famille sera protégée. Si votre pays est faible, votre famille sera exposée. Voilà la réalité de cette campagne présidentielle.

Alors peuple de France, ne te laisse pas voler cette élection présidentielle ! Peuple de France, impose le débat à ceux qui le refusent !

Peuple de France, aidez-moi à bâtir cette France forte !

Françaises, Français, j'ai besoin de vous !

Vive la République,

Vive la France !